



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## De la guerre économique à la guerre tout court...

La société de logistique Kuehne+Nagel a annoncé la fermeture du site de Nivelles et la suppression de 550 emplois. Avec un bénéfice net de près d'un milliard d'euros en 2020, Kuehne + Nagel ne connaît pourtant pas de difficultés et annonce même une augmentation de 130% de ses bénéfices au premier trimestre 2021 !

Le dépôt de Nivelles approvisionne les supermarchés Carrefour. Ces travailleurs ont contribué à ce qu'il y ait des marchandises dans les supermarchés malgré le confinement. Mais cela ne touche pas les actionnaires dont le dividende a augmenté de 12,5%, ils en veulent toujours plus !

Dans les garages D'leteren, après la suppression des jours d'ancienneté et les primes, ainsi que le passage aux 40 heures payées 38, la direction annonce maintenant la fermeture de deux centres et la suppression de 103 emplois. De plus, elle en rend responsables les travailleurs qui avaient refusé ce qui revenait à une baisse des salaires de 2 000 à 3 000 euros par an pour les anciens. L'entreprise engendre pourtant 289 millions de bénéfices et l'actionnaire principal, Roland D'leteren, est devenu le 29<sup>ème</sup> milliardaire de Belgique en 2020.

Ce ne sont là que deux exemples de la guerre sociale que le patronat est en train de mener contre

les travailleurs. Car quelles sont les entreprises où les conditions de travail et de salaire ne sont pas attaquées ?! Même les travailleurs, qui ont gardé leur travail et leur salaire, commencent à se serrer la ceinture face aux factures qui augmentent... Et ils nous parlent de « reprise » !



La seule reprise est celle des profits et de la spéculation, et elle est lourde de dangers de nouvelles catastrophes ! En témoigne la menace de faillite qui pèse sur l'entreprise immobilière chinoise Evergrande, qui a fait reculer les bourses dans le monde entier la semaine dernière. Cette société vacille après avoir profité du boom immobilier en Chine. Elle emploie 200 000 travailleurs mais a accumulé 255 milliards d'euros de dette (plus que le PIB du Portugal) et se trouve dans l'incapacité de livrer des logements déjà vendus à des millions de clients. Même si Evergrande finit par être sauvée par l'État chinois, les déboires de ce groupe annoncent une nouvelle aggravation de la crise et une nouvelle

aggravation des tensions internationales.

Car plus la crise s'aggrave, plus devient âpre la lutte entre les groupes capitalistes autour des matières premières et des débouchés pour les marchandises. Ces guerres commerciales peuvent rapidement déboucher sur des guerres tout court. Les actuelles crispations diplomatiques entre la France et les Etats-Unis autour du marché des sous-marins commandés par l'Australie, en disent long.

Le « contrat du siècle » de 31 milliards d'euros pour la livraison de sous-marins à l'Australie est en effet passé sous le nez de la France au profit des Etats-Unis. Rien que le fait que ce soient des engins de guerre pour contrer la Chine qui constituent un « contrat du siècle » est significatif de l'état de l'économie capitaliste et de l'augmentation des tensions militaires.

L'avenir que le capitalisme réserve à l'humanité ressemble au présent des populations d'Afghanistan, de Syrie, d'Irak, du Mali, de Libye et de tant d'autres pays ravagés par l'exploitation et la violence militaire des puissances les plus riches.

La population, les travailleurs, ne peuvent pas se résigner à laisser leur sort dans les mains des dirigeants capitalistes pour qui tout est bon pour faire des milliards de

profits, les pandémies comme les guerres.

Oui, les propriétaires des grandes banques et entreprises ont le pouvoir, mais seulement tant que les travailleurs acceptent de se soumettre et de faire tourner la société au profit des plus riches !

Oui, c'est notre camp qui fait tout tourner. Ce sont les travailleurs qui produisent et transportent les marchandises, fournissent l'électricité, soignent les malades, construisent les bâtiments, enseignent dans les écoles, font tourner les administrations... La société peut se passer d'actionnaires, mais elle ne peut pas se passer des travailleurs. Alors il ne faut pas que les travailleurs se résignent aux salaires qui baissent, aux conditions de travail qui rendent malade, à l'avenir sombre qu'ils nous préparent.

Nous sommes des centaines de millions, des milliards à trimer dans le monde. Et avec ce système, nous n'avons rien à perdre que nos chaînes et le mépris de nos exploités. Quand nous commençons à nous organiser pour nos propres intérêts, à ne plus compter que sur les nôtres, nous devenons une armée capable de changer le monde !

## **Flambée des prix, il faut en finir avec les spéculateurs !**

Les experts estiment que les prix de l'alimentation vont augmenter de 5% d'ici la fin de l'année à cause de la flambée des prix des matières premières qui se répercute sur les produits que nous achetons tous les jours. Le blé a connu par exemple une hausse de 25%, le soja, l'orge, le

sucré, le café et les fruits ont aussi vu leur cotation s'envoler.

Alors oui, il y a la météo qui n'a pas été bonne, il y a la demande qui a augmenté avec la reprise économique, mais il y a surtout une classe capitaliste qui y voit une aubaine pour s'enrichir encore plus en spéculant sur ces produits de première nécessité. Et peu leur importe qu'ici cela empêche une grande partie de la population de boucler les fins de mois, en particulier les travailleurs, ou que cela suscite la famine dans les pays les plus pauvres. Ce système économique est aberrant et meurtrier, il faut le supprimer.



## **Prix de l'énergie : les salaires doivent suivre !**

La Creg, le régulateur de l'énergie en Belgique, évalue que la hausse des prix de l'énergie portera la facture d'électricité à 1 000 euros par an en moyenne par ménage et à 1 600 euros pour le gaz.

Les spéculateurs s'en donnent à cœur joie, les grands groupes comme Engie-Electrabel se frottent les mains. Les travailleurs, les pensionnés, les chômeurs ont peur. Le PS fait diversion en proposant un rabais forfaitaire sur la facture d'énergie, ce qui revient à laisser les mains libres aux capitalistes et ne règle rien.

Les salaires et les pensions doivent suivre l'augmentation de l'énergie, des carburants et du coût de la vie, car c'est le seul moyen qu'ont les travailleurs de résister à l'avidité des riches et à leur système économique chaotique.

## **Risque de faillites des fournisseurs d'énergie**

Une vague de faillite menace les petits fournisseurs d'énergie. En Grande-Bretagne, deux fournisseurs ont dû cesser leurs activités ; en Belgique, une faillite a déjà été prononcée et d'autres pourraient suivre. Il n'existe aucune protection pour les clients qui devront se tourner vers d'autres fournisseurs à des conditions désavantageuses.

La libéralisation du secteur de l'énergie était censée faire baisser les prix. Les autorités ont mis en place des comparateurs comme monenergie.be pour nous inciter à faire jouer la concurrence. En fait, ce n'était qu'une façon de forcer les consommateurs à se mettre entre les mains de la spéculation.

## **Evergrande, le casino de l'économie capitaliste**

L'entreprise chinoise Evergrande, 2<sup>ème</sup> compagnie immobilière du pays, considérée comme la plus profitable au monde en 2018, peine à rembourser sa dette de 260 milliards d'euros. Les actionnaires se débinent et la compagnie menace de faire faillite, laissant sur le carreau 200 000 travailleurs directs et 4 millions chez les sous-traitants. La faillite de l'entreprise pourrait entraîner d'autres par contagion.

Les économistes bourgeois se rassurent en espérant que le gouvernement chinois intervienne pour empêcher la catastrophe, ne serait-ce que pour éviter les troubles sociaux que cela pourrait engendrer. Est-ce que ce sera le cas ?

L'économie capitaliste est en permanence un jeu de casino imprévisible qui menace à tout moment les populations et la planète.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

## Vers la pénurie de distributeurs

Les banques veulent supprimer 2 500 distributeurs de billets d'ici 2021. La moitié des distributeurs disparaîtraient. Il y aurait un distributeur à maximum 5 km de chaque citoyen, assure l'association des banques Febelfin (contre 2 km actuellement).

Après avoir couru au boulot pour gagner un salaire, on devra courir à la banque... ça fait une raison de plus de se révolter.

## SpaceX



Pour la modique somme de 55 millions de dollars, les millionnaires peuvent désormais faire un petit tour dans l'espace. Elon Musk, ses concurrents et ses clients prennent la planète pour un parc d'attractions pour ultra-riches. Il est urgent que le reste de l'humanité les envoie jouer ailleurs !

## L'État s'endette... pour les capitalistes

La dette de l'État belge atteint 581 milliards d'euros et les différents gouvernements du pays veulent aggraver leur politique d'austérité pour la rembourser sur le dos de la population.

Les ministres n'ont pas besoin de tenir eux-mêmes des propos alarmistes, ils payent de soi-disant experts et des fonctionnaires pour cela. Économistes et responsables de l'État se relayent pour nous expliquer que la situation est grave et qu'il faut profiter de la croissance économique actuelle pour « couper

dans les dépenses qu'on fait par habitude ».

En fait l'État subventionne les entreprises et les capitalistes depuis toujours à travers d'énormes transferts financiers, mais ce n'est évidemment pas de cette « habitude » là qu'il s'agit. Tenez, par exemple, les stocks de masques stratégiques qu'on renouvelle en cas de pandémie, des capacités d'accueil suffisantes dans les hôpitaux ou encore les dépenses pour la protection civile, les pompiers, en cas de catastrophes naturelles : voilà les « mauvaises habitudes » dont les précédents gouvernements se sont efforcés de se débarrasser... avec les conséquences dramatiques que l'on a vues.

Tout en préparant leurs mauvais coups contre les enseignants, les infirmières, les cheminots, et la population en général, les gouvernements dépensent plus que jamais pour arroser les entreprises, à commencer par les plus importantes.

Patrons et actionnaires sont les premiers bénéficiaires des aides Covid, qui viennent d'être prolongées à leur demande, car les directions de nombreuses entreprises organisent la production de manière à faire chômer leurs salariés à tour de rôle et raboter ainsi les salaires. Les « plans de relance » européens et gouvernementaux distribuent l'argent public aux capitalistes du bâtiment, de l'énergie et des communications sans que les travailleurs voient la moindre amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

La génération actuelle de travailleurs n'a jamais connu de gouvernement sans politique d'austérité et le discours des politiciens et de leurs experts n'a jamais varié : il faut faire des sacrifices pour que cela aille mieux demain.

Et pourtant, aujourd'hui, la dette de tous les pays sans exception est plus importante que jamais. En réalité, c'est toute la classe capitaliste qui vit aux crochets de l'État, de la société et l'entraîne de catastrophes en catastrophes.

La seule mesure d'assainissement est d'exproprier ces parasites et de mettre l'économie sous le contrôle et la direction des travailleurs.

## Sacrifices dus à la crise



## Et pendant ce temps, les riches...

En 2019, 790 entreprises belges ont transféré à elles seules 172,3 milliards € vers les paradis fiscaux des Emirats Arabes Unis, d'Ouzbékistan, des Îles Caïmans, des Bermudes et du Turkménistan. Pour cela, il leur suffit d'effectuer des paiements vers ces destinations. L'évasion fiscale des grandes fortunes et des actionnaires reste simple comme un clic de souris, avec la complicité des gouvernements.

## Bouchez bien dans son rôle

Le président du MR, George-Louis Bouchez, propose de retirer aux organisations syndicales le paiement des indemnités de chômage sous prétexte que cela les inciterait à « maintenir quelqu'un au chômage plutôt qu'à le remettre au travail ». Il veut confier cela à la Capac.

Bouchez, avec le mépris pour les travailleurs qu'on lui connaît, répond ainsi à la demande du patronat qui veut affaiblir les syndicats par tous les moyens.

Mais du moins a-t-il la franchise de reconnaître que ces attaques contre les syndicats sont avant tout dirigées contre les travailleurs pour les mettre encore plus à la merci des patrons.

## Ce n'est pas aux travailleurs de payer la pénurie des semi-conducteurs

Après l'usine Volvo, l'usine Audi de Bruxelles est fermée pour plus d'une semaine à cause de la pénurie des semi-conducteurs et le manque de pièces en général. Les travailleurs sont mis au chômage « covid ».

Pendant les périodes où l'usine tourne, les cadences ont été augmentées à 20 voitures à l'heure au lieu de 16 ou 17 auparavant. Ainsi, la direction fait produire un maximum, tout en faisant l'économie sur les salaires les autres jours.

Les travailleurs de leur côté, payent la note de cette situation pour laquelle ils ne sont en rien responsables : ils payent de leur salaire, de leur santé, de leur vie de famille et en plus, c'est à eux que les gouvernements veulent faire payer le déficit ainsi creusé dans la caisse du chômage !

### Ça bugue

La pénurie des semi-conducteurs n'a pas de raison naturelle. Elle est due au fonctionnement irrationnel du capitalisme.

Ce qui a produit cette situation, c'est d'une part la course au profit qui a conduit les grandes entreprises à sous-traiter toujours plus d'activités à des entreprises aux salaires les plus bas possibles.

D'autre part, la demande croissante de semi-conducteurs n'a pas été anticipée. Leur production demande des investissements, mais les capitalistes ne produisent pas pour satisfaire les besoins, ils produisent pour le profit... et n'ont pas voulu prendre les risques.

Le capitalisme est tellement dépassé qu'il met aujourd'hui à l'arrêt les usines des capitalistes. Il est vraiment temps que les travailleurs prennent les choses en main !

## Le « Chômage covid » devient « chômage semi-conducteurs » ?

Le gouvernement a prolongé la possibilité du « chômage covid » jusqu'au 31 décembre.

Pour protéger les travailleurs ? Non ! Surtout pour protéger les profits des entreprises confrontées aux dysfonctionnements de leur propre système comme les pénuries de semi-conducteurs.

Quant aux travailleurs, pour protéger leur salaire, ils n'ont pas d'autre choix que de se préparer à imposer que les richesses produites par eux servent aux salaires d'abord, pas aux dividendes !

### Manifestation de la FGTB : la vraie lutte pour les salaires viendra des travailleurs eux-mêmes



Vendredi 24 septembre, environ 10 000 manifestants ont répondu à l'appel de la FGTB. Une majorité avait un mandat syndical, mais il y avait aussi des travailleurs du rang.

Pour les travailleurs présents c'était une manifestation pour les salaires. Et les salaires trop bas étaient de fait un sujet important de discussion.

Mais la FGTB ne revendique pas une augmentation générale des salaires, pensions et allocations, ni un travail pour tout le monde, or sans travail pas de salaire à augmenter.

La FGTB revendique l'abolition de la loi de 1996 sur la compétitivité des salaires qui prévoit que les salaires en Belgique doivent augmenter moins

que dans les pays voisins. Ils réclament plus de liberté de négociation, expliquant : « Cette loi empêche les syndicats de négocier la part qui revient légitimement aux salaires des travailleurs ».

Comme si on pouvait forcer les patrons à augmenter les salaires par la négociation ! Comme si les patrons tenaient compte de ce qui est légitime pour les travailleurs ! Et comme si les patrons avaient besoin de cette loi pour baisser les salaires !

Et c'est même pire que ça, car les dirigeants syndicaux expliquent : « cette loi nous oblige de négocier les salaires de la même façon pour les coiffeurs que chez Pfizer ». Pour les dirigeants syndicaux il n'y a pas assez de division comme cela ? Ils voudraient que les travailleurs des secteurs plus en difficultés ou des petites entreprises, se résignent à la misère ?

C'est tout sauf un pas vers une mobilisation générale de l'ensemble des travailleurs. A la fin de la manifestation, le président de la FGTB donnait rendez-vous pour une prochaine action... en 2022. Ce n'est pas cela qui fera reculer le patronat !

En fait, cette manifestation était motivée non pas par l'intérêt des travailleurs, mais par l'intérêt des dirigeants syndicaux. Pour montrer qu'ils ont la capacité à mobiliser et convaincre le patronat à poursuivre ce qu'ils appellent le « dialogue social »... en réalité la soumission sociale.

Les travailleurs, eux, n'ont pas d'autre choix que de se battre pour leur salaire. Ils le feront, avec ou sans les directions syndicales !

### Covid Safe Ticket pour mieux régner

Le Covid Safe Ticket, l'équivalent du passe sanitaire en France, sera finalement appliqué dans les 3 régions de Belgique. Il faudra disposer du CST pour accéder aux restaurants, cafés, musées, boîtes de nuits

et aux événements festifs, mais aussi salles de sport, hôpitaux, maisons de repos, etc.

Les autorités justifient cette décision par la crainte d'une nouvelle vague de Covid, mais cela n'empêchera pas le virus de se propager dans les transports en commun bondés et les entreprises où les objectifs de production passent avant les règles sanitaires.

Opposer vaccinés et non-vaccinés, c'est la même ficelle que d'accuser les jeunes, ou les vieux, ou les wallons, ou les pauvres, d'être responsables de l'échec de la lutte contre la pandémie, tandis que les économies continuent sur le dos des soins de santé comme dans tous les secteurs utiles à la population.

## **Le procès des 17 syndicalistes de Liège**

Plusieurs centaines de délégués syndicaux sont allés soutenir 17 de leurs camarades devant la Cour d'appel de Liège, où ils contestent leur condamnation à des peines de prison avec sursis pour des actions de blocage d'autoroute en 2014.

L'argument utilisé par le tribunal pour condamner ces syndicalistes était « une entrave méchante à la circulation » ayant notamment bloqué un médecin d'hôpital.

Qui a déjà vu traîner devant un tribunal un ministre pour avoir contribué aux manques de moyens et de personnels dans les hôpitaux et les maisons de retraites et donc aux milliers de décès de personnes qui auraient pu être sauvées ?

L'argument de la Cour, c'est évident, est un argument de circonstance pour condamner des syndicalistes et faciliter de futures attaques contre des travailleurs grévistes. Tous les travailleurs sont visés et cela justifie la solidarité avec les syndicalistes condamnés.

Mais les dirigeants de la FGTB portent eux aussi leur part de responsabilité, y compris dans la condamnation de leurs propres

militants. Les actions de 2014 n'ont mobilisé que des délégués et des permanents syndicaux, car les directions syndicales ne voulaient pas s'appuyer sur une mobilisation de l'ensemble des travailleurs de crainte qu'elle leur échappe et s'amplifie.

En organisant des blocages, les dirigeants de la FGTB pensaient pouvoir compenser l'absence de participation des travailleurs... qu'ils n'avaient pas appelés. Cette politique se retourne aujourd'hui contre les militants et au-delà, contre les travailleurs.

Dans les luttes que les travailleurs devront mener demain pour défendre leurs intérêts, les gouvernements, avec leurs tribunaux et leur police, seront aux côtés des patrons et ne feront pas de cadeaux. Les travailleurs ne pourront compter que sur leurs propres forces et leur capacité à s'unir par la conscience de leurs intérêts communs.

## **USA : les travailleurs de l'État risquent de perdre leur salaire...**

Plusieurs centaines de milliers de travailleurs des services du gouvernement américain risquent de perdre leur salaire au mois d'octobre.

Cette aberration serait la conséquence d'un nouvel arrêt des activités du gouvernement américain qui a atteint le seuil maximum de la dette publique autorisée par la loi.

La population américaine ne pourrait plus accéder aux services fournis par l'État, pendant que les travailleurs employés par le gouvernement se retrouveraient au chômage temporaire.

Pourtant les États-Unis sont le pays le plus riche du monde, il serait tout à fait possible de financer les services à la population en allant chercher sur les profits des capitalistes, comme ceux qui ont le loisir de faire du tourisme dans l'espace !

Mais ça, le gouvernement de Joe Biden, comme celui de Trump avant lui, le refuse. Dans la société capitaliste, les dirigeants ne savent et ne peuvent

demander des efforts qu'aux travailleurs !

Pour résister aux attaques de la bourgeoisie et imposer les mesures nécessaires au maintien des salaires, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes !

## **... pour les capitalistes le problème c'est le remboursement de la dette**

Puisqu'il ne veut pas prendre sur les profits, le parti démocrate de Joe Biden a jusqu'à la fin de la semaine pour convaincre les sénateurs de changer la loi qui limite le niveau d'endettement de l'État américain, sinon le gouvernement n'arrivera pas à faire face à ses obligations financières.

Alors que les travailleurs des services du gouvernement craignent pour leur emploi et leurs salaires, ce qui inquiète les capitalistes c'est l'éventualité que le gouvernement n'arrive pas à rembourser sa dette. Si cela devait se produire, ils menacent de créer une panique sur les marchés qui pourrait se transformer en crise financière.

En réalité, la dette est due aux guerres engagées par les USA et aux cadeaux aux multinationales. Alors ce n'est pas aux travailleurs, mais aux capitalistes, de payer !

## **L'absurdité du protectionnisme**

En Grande-Bretagne, la population fait face à des rayons vides dans les supermarchés et au rationnement de l'essence, ainsi qu'à l'augmentation des prix.

Y a-t-il une guerre, une catastrophe naturelle ? Non. La fermeture des frontières avec le Brexit empêche les chauffeurs européens de poids lourds de venir travailler en Grande-Bretagne.

Une démonstration par l'absurde que les frontières ne protègent pas les populations.

## Elections en Allemagne : le vainqueur est... le grand capital

La population allemande vient d'élire un nouveau parlement. Avec 25,7%, le SPD est le parti qui a obtenu le plus de voix. La partie d'échec entre les partis peut commencer, pour savoir si c'est le candidat de la CDU Armin Laschet ou celui du SPD, Olaf Scholz, qui prendra la succession d'Angela Merkel.

Les couleurs des coalitions et du futur chancelier ne changeront rien pour les travailleurs.

Armin Laschet veut baisser les impôts des grandes entreprises de 10% et autoriser les journées de travail de 12 heures.

Olaf Scholz de son côté a été secrétaire général du SPD à l'époque du gouvernement Schröder (de 1998 à 2005). En tant que tel il a participé à conduire les réformes « Hartz » qui ont détruit la sécurité sociale allemande. En tant que ministre du travail, il a participé à relever l'âge de la retraite à 67 ans. Et en tant que ministre des finances pendant la pandémie, il est responsable d'une dette gigantesque pour soutenir les grandes entreprises, pendant que la fortune des milliardaires augmentait de 100 milliards d'euros !

Il n'est donc pas étonnant que 23,4% des électeurs ne se soient pas déplacés et que 8,6% ont voté pour les nombreuses petites listes malgré leurs programmes souvent farfelus.

Aucun parti présent n'a défendu la perspective communiste révolutionnaire. Et le seul parti qui porte encore le nom « communiste » dans son nom, le Deutsche Kommunistische Partei (DKP) (stalinien) a failli être exclu du scrutin et a dû aller en justice pour pouvoir se présenter.

MLPD (maoïste) et DKP ensemble ont récolté un peu plus que 33 000 voix.

La vraie perspective pour les travailleurs n'est pas électorale, pas

plus en Allemagne qu'ailleurs. C'est plutôt la récente grève des cheminots qui montre la voie à suivre.

## Nivelles Logistics : pour défendre les emplois et les salaires, il faut prendre sur les profits



Les travailleurs du site de Nivelles ont réagi par des actions de grève à l'annonce de la fermeture en 2022 de leur site par le groupe logistique suisse Kuehne+Nagel.

Cette fermeture est une catastrophe pour les 549 travailleurs du site de Nivelles mais aussi pour les travailleurs des plateformes logistiques en Flandre, où est transférée l'activité, car cela se traduira inévitablement par une aggravation de leurs conditions de travail.

Parler de « délocalisation » comme le font les syndicats en Wallonie ou prétendre comme le ministre Borsus que cette fermeture est due au climat syndical est un écran de fumée. La vraie raison est la soif de profit de groupes comme Kuehne+Nagel mais aussi Carrefour, unique client et donneur d'ordre du site nivellois.

Le chiffre d'affaires de Carrefour était en progression en 2020 de 7,8 % (5,7% pour la Belgique). Le groupe Carrefour se targue d'avoir augmenté sa rentabilité en faisant des économies de 3 milliards d'euros en 2020 sur les achats et la logistique et prévoit un plan supplémentaire d'économie de 2,4 milliards pour 2023. Quant à Kuehne+Nagel, il a augmenté le dividende par action de 12% malgré des bénéfices en léger recul.

## Les travailleurs flamands solidaires

Les travailleurs des sites de Kuehne+Nagel en Flandre, à Kontich, Wavre Sainte-Catherine et Willembroeck ont débrayé en solidarité avec leurs collègues du site de Nivelles menacé de fermeture. Les rayons du groupe Carrefour, dont Kuehne+Nagel est le seul sous-traitant logistique, se sont rapidement vidés de nombreux produits. De peur d'une lutte commune des travailleurs des deux côtés, la direction a d'ailleurs menacé d'astreintes les travailleurs de Nivelles qui se rendraient devant les dépôts en Flandre. Car ensemble, les travailleurs ont la force de faire pression sur Carrefour pour se défendre contre les mauvais coups !

## Manifestation pour la régularisation des sans papiers

La coordination des sans-papiers de Belgique ainsi que la FGTB, la CSC et d'autres organisations appellent à manifester pour la régularisation des personnes sans papiers dimanche 3 octobre. Rendez-vous à 14h, Gare du Nord à Bruxelles.

Lutte ouvrière sera présente à cette manifestation.

Deux mois après la suspension de la grève de la faim de huit semaines à l'église du Béguinage, à l'ULB et à la VUB, aucun des 470 sans-papiers grévistes n'a vu sa situation régularisée malgré les promesses de traitement prioritaire de leurs dossiers.

Ils vivent et travaillent ici, il faut régulariser tous les travailleurs sans papiers !

**Suivez-nous  
sur Facebook :  
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

Tel : 0470-18.82.39

Internet : [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**